

5.6 Commerce	
5.6.1 Commerce, entretien et réparation de véhicules automobiles et de motocycles; commerce de détail de carburants	50
5.6.2 Commerce de gros et intermédiaires du commerce, à l'exclusion du commerce en véhicules automobiles et motocycles	51
5.6.2.1 Commerce de gros de produits alimentaires et denrées de luxe	51.3
5.6.2.2 Autre commerce en gros	51.1; 51.2; 51.4 à 51.7 compris
5.6.3 Commerce de détail, à l'exclusion du commerce de véhicules automobiles et motocycles; réparation d'articles de consommation	52
5.6.3.1 Commerce de détail en magasins non spécialisés à prédominance alimentaire et denrées de luxe	52.11
5.6.3.2 Autre commerce de détail	52 à l'exception du 52,11
6. Eclairage public	
7. Agriculture, chasse, sylviculture, pêche	
7.1 Culture de légumes; horticulture, pépinières	01.12
7.2 Elevage	01.2
7.3. Autres agriculture, sylviculture et pêche	01.1 (à l'exc du 01.12), 01.3 aux 01.5, 02, 05 compris
8. Ménages	

COMMUNAUTÉ FRANÇAISE — FRANSE GEMEENSCHAP

MINISTÈRE DE LA COMMUNAUTÉ FRANÇAISE

F. 2002 — 4425

[C — 2002/29570]

14 NOVEMBRE 2002. — Décret créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française (1)

Le Conseil de la Communauté française a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

TITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent décret, il faut entendre par :

1° Enseignement supérieur : l'enseignement dispensé dans les institutions universitaires visées à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 5 septembre 1994 relatif au régime des études universitaires et des grades académiques, dans les Hautes Ecoles visées à l'article 1^{er}, 1°, du décret du 5 août 1995 fixant l'organisation générale de l'enseignement supérieur en Hautes Ecoles, dans les établissements d'enseignement supérieur artistique visés à l'article 1^{er}, § 1^{er}, du décret du 17 mai 1999 relatif à l'enseignement supérieur artistique et dans les instituts supérieurs d'architecture visés à l'article 3, § 3, de la loi du 18 février 1977 relative à l'enseignement de l'architecture, dans les établissements de Promotion sociale organisant l'Enseignement supérieur tels que définis à l'article 1^{er} du décret du 16 avril 1991 organisant l'Enseignement de promotion sociale;

2° Direction : les autorités universitaires visées à l'article 2, 1^{er} tiret, du décret du 5 septembre 1994 précité, les autorités des Hautes Ecoles visées à l'article 1^{er}, 2°, du décret du 5 août 1995 précité, les directeurs des Ecoles supérieures des Arts visés à l'article 57 du décret du 20 décembre 2001 fixant les règles spécifiques à l'Enseignement supérieur artistique organisé en Ecoles supérieures des Arts (organisation, financement, encadrement, statut des personnels, droits et devoirs des étudiants), les Directeurs des instituts supérieurs d'architecture visés à l'article 7, § 2, de la loi du 18 février 1977 précitée, les directeurs des établissements d'Enseignement de Promotion sociale visés à l'article 111, § 1^{er}, du décret du 16 avril 1991 précité;

3° Conseil interuniversitaire de la Communauté française : le Conseil interuniversitaire de la Communauté française créé par le décret du 3 avril 1980 créant le Conseil interuniversitaire de la Communauté française;

4° Conseil général des Hautes Ecoles : le Conseil général des Hautes Ecoles créé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 20 janvier 1997 créant le Conseil général des Hautes Ecoles et les Conseils supérieurs des Hautes Ecoles;

5° Conseil supérieur de l'Enseignement supérieur artistique : le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique créé par l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 27 avril 2000 créant le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique;

6° Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique (architecture) : le Conseil visé par la loi du 7 juillet 1970 relative à la structure générale de l'enseignement supérieur;

7° Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale : le Conseil créé par le décret du 16 avril 1991 organisant l'enseignement de Promotion sociale.

TITRE II. — Création et missions de l'Agence

Art. 2. Il est créé une Agence pour l'évaluation de la qualité de l'enseignement dispensé dans les institutions d'enseignement supérieur organisées ou subventionnées par la Communauté française, ci-après dénommée Agence.

Son siège est établi au Ministère de la Communauté française.

Art. 3. L'Agence a pour missions de :

1° représenter la Communauté française auprès des instances nationales et internationales en matière d'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur;

2° favoriser, par la coopération entre toutes les composantes de l'enseignement supérieur, la mise en œuvre de pratiques permettant d'améliorer la qualité de l'enseignement au niveau de chaque institution;

3° assurer une évaluation de l'enseignement supérieur en Communauté française, en mettant en évidence les bonnes pratiques, les insuffisances et les problèmes à résoudre, sans divulguer les données propres à chaque institution;

4° susciter des propositions à adresser aux responsables politiques en vue d'améliorer la qualité globale de l'enseignement supérieur;

5° veiller au respect des procédures d'évaluation décrites à l'article 7;

6° établir la liste des experts et désigner le Président des Comités d'experts, tel que précisé à l'article 10;

7° faire toute proposition qu'elle juge utile dans l'accomplissement de ses missions, d'initiative ou à la demande du Gouvernement.

TITRE III. — Composition et fonctionnement de l'Agence

Art. 4. L'Agence est composée de 25 membres effectifs avec voix délibérative et d'un secrétaire.

Les membres effectifs sont :

1° le directeur général de l'Enseignement non obligatoire qui la préside;

2° quatre représentants du corps académique et scientifique des universités proposés par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française;

3° quatre représentants du corps enseignant des Hautes Ecoles, proposés par le Conseil général des Hautes Ecoles;

4° deux représentants du corps enseignant des Ecoles supérieures des Arts, proposés par le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique;

5° deux représentants du corps enseignant des Ecoles de Promotion sociale organisant l'Enseignement supérieur, proposés par le Conseil supérieur de l'enseignement de promotion sociale;

6° un représentant du corps enseignant des Instituts supérieurs d'architecture, proposé par le Conseil supérieur de l'enseignement supérieur artistique (architecture);

7° un représentant du personnel administratif des institutions universitaires, proposé par le Conseil interuniversitaire de la Communauté française;

8° un représentant du personnel administratif des Hautes Ecoles proposé par le Conseil général des Hautes Ecoles;

9° trois représentants des étudiants, proposés par les organisations représentatives des étudiants;

10° trois représentants des organisations syndicales proposés par celles-ci;

11° trois représentants des milieux professionnels, sociaux et culturels.

Les membres de l'Agence sont désignés par le Gouvernement, sur base de listes doubles proposées par les instances respectives pour les membres visés aux 2° à 10°.

Les mandats des membres de l'Agence sont de quatre ans, renouvelables une fois, sauf pour les représentants étudiants qui sont désignés pour deux ans.

Chaque membre effectif a un suppléant, proposé et désigné dans les mêmes conditions. Il n'aura voix délibérative qu'en l'absence du membre effectif.

L'Agence ne délibère valablement que si la moitié au moins des membres sont présents et si la majorité des membres visés à l'alinéa 2, 2° à 6°, sont présents. L'Agence peut constituer des commissions particulières pour évaluer les différents cursus spécifiquement organisés par les Universités, les Hautes Ecoles ou les autres formes d'enseignement supérieur — Instituts supérieurs des arts, Instituts d'architecture, écoles de promotion sociale.

Un représentant du ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses compétences y siège avec voix consultative.

Art. 5. Le Gouvernement désigne le secrétaire, fonctionnaire de la direction générale de l'Enseignement non-obligatoire, de rang 12 au moins.

Il est chargé de la rédaction des procès-verbaux, de l'envoi des convocations et de la planification du processus décrit à l'article 7. Il rédige, sous la direction du Président, le rapport final de l'Agence.

Il assure également le secrétariat des Comités d'experts lors des visites dans les institutions.

Art. 6. L'Agence établit son Règlement d'ordre intérieur et le soumet à l'approbation du Gouvernement.

L'évaluation porte sur la qualité de l'enseignement dans les différents cursus spécifiquement organisés par les Universités, les Hautes Ecoles ou les autres formes d'enseignement supérieur — Instituts supérieurs des arts, instituts d'architecture, Ecoles de promotion sociale. Elle peut également s'étendre à travers ces différentes formes d'enseignement lorsque les cursus sont organisés dans deux ou plusieurs de ces formes d'enseignement.

Les pratiques pédagogiques, l'accueil et l'orientation des étudiants, l'apport de la recherche, les modalités de gestion participative, les conventions avec des partenaires pour l'organisation d'enseignements, stages et travaux pourront faire l'objet d'évaluations portant sur un ensemble d'institutions comparables.

Les cursus ou modalités particulières à évaluer sont déterminés chaque année par l'Agence, sur base d'un plan pluriannuel réactualisé annuellement, d'initiative ou à la demande du Gouvernement.

L'évaluation se réfère à une série d'indicateurs qui recouvrent l'ensemble des démarches de formation et d'organisation à considérer. Elle est centrée sur la détermination des objectifs de formation poursuivis par les différents cursus et l'adéquation des moyens mis en œuvre pour les atteindre.

TITRE IV. — Le processus de l'évaluation de la qualité

Art. 7. L'évaluation de la qualité de l'enseignement supérieur se déroule selon le processus suivant :

a) Dans chaque institution concernée, sous la responsabilité de la Direction, la commission visée à l'article 9 rédige un rapport d'évaluation interne, transmis au Président de l'Agence;

b) Un Comité d'experts est désigné pour chacun des cursus ou des modalités particulières évalué(e)s. Il reçoit du Président de l'Agence le rapport interne de chacune des institutions concernées. Il se rend dans chaque institution et il fait rapport au Président de l'Agence et à la Direction de l'institution concernée. Il rédige également un rapport transversal de synthèse transmis à l'Agence;

c) L'Agence dégage, dans le rapport final, pour l'ensemble de l'enseignement supérieur, des conclusions assorties de recommandations ou de suggestions.

Le rapport final précise, dans une liste en introduction, les institutions ayant participé à l'évaluation. Il ne mentionne pas les institutions auxquelles correspondent les différents éléments qui y sont repris.

Le rapport final est remis au ministre ayant l'Enseignement supérieur dans ses attributions qui le transmet au Gouvernement ainsi qu'à tous les organismes impliqués dans l'évaluation.

Le Gouvernement détermine les suites à donner au rapport final.

Art. 8. L'évaluation interne, telle que définie à l'article 7, alinéa 1^{er}, a), poursuit les objectifs suivants :

a) Préciser le cadre de l'institution et, en son sein, l'entité — Faculté, département, section, catégorie, service — plus spécifiquement concernée par l'évaluation;

b) Présenter l'approche de la gestion de la qualité au sein de l'entité évaluée et de l'institution d'enseignement supérieur concernée;

c) Fournir une auto-évaluation critique complète de l'enseignement avec la participation de l'ensemble des acteurs concernés;

d) Fournir l'information de base destinée au Comité d'experts extérieurs et, à travers l'analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des dangers, identifier ce qui peut faire l'objet d'une amélioration.

Art. 9. Afin d'organiser l'évaluation interne, la Direction de chaque institution d'enseignement supérieur constitue une commission et désigne un coordonnateur en son sein.

Cette commission comprend des membres issus des différentes composantes de l'entité évaluée : personnel académique, scientifique, administratif, technique et étudiants. Elle peut aussi faire appel à d'autres membres de l'institution ou de ses organes de gestion et à d'anciens étudiants diplômés depuis moins de trois ans.

La commission rédige le rapport confidentiel, visé à l'article 7, alinéa 1^{er}, a), remis uniquement à la Direction de l'institution concernée, ainsi qu'au Président de l'Agence.

Ce rapport d'évaluation interne mentionne dans son introduction la composition de la commission d'évaluation interne, la procédure d'évaluation interne adoptée, ainsi que les rédacteurs.

Le rapport d'évaluation interne comprend notamment :

a) Un descriptif des objectifs généraux et spécifiques des programmes d'études organisés dans l'institution et des moyens mis en œuvre pour les atteindre;

b) Le cas échéant, un descriptif des objectifs généraux et spécifiques des programmes de recherche liés à l'enseignement, organisés dans l'institution, et des moyens mis en œuvre pour les atteindre;

c) Un relevé des points forts et points faibles constatés au niveau des programmes évalués;

d) La détermination de moyens d'amélioration;

e) Des informations concernant :

1° le cadre institutionnel;

2° les objectifs généraux et spécifiques de l'enseignement dispensé;

3° les programmes d'études;

4° les étudiants;

5° l'information et le suivi pédagogique;

6° la recherche liée à l'enseignement;

7° les services à la collectivité;

8° le personnel et la gestion des ressources humaines;

9° les ressources et les équipements;

10° les relations extérieures;

11° la gestion de la qualité;

12° le fonctionnement et la politique générale de gestion et d'organisation;

13° l'analyse des forces et faiblesses, des opportunités et des risques.

Ces points sont détaillés dans l'annexe au présent décret.

Art. 10. Pour procéder à l'évaluation externe, l'Agence choisit des experts pour leurs compétences d'évaluation dans le cursus ou la modalité particulière concerné(e).

Le Comité d'experts, pour chaque cursus ou modalité particulière évalué(e), est composé de :

a) un minimum de trois experts du cursus ou de la modalité particulière évalué(e), dont au moins un représentant, non belge, représentant différentes dimensions de celle-ci, étrangers aux institutions évaluées;

b) un représentant de la profession pour les cursus ou les modalités particulières spécifiques;

c) un spécialiste de l'éducation et de la formation;

d) éventuellement un membre, belge ou étranger, spécialisé dans l'organisation de l'enseignement supérieur.

Pour chaque Comité d'experts, l'Agence établit :

a) une liste de douze personnes qui répondent aux critères précisés à l'alinéa 2, a), en veillant particulièrement à la diversité des compétences scientifiques et pédagogiques, à l'indépendance par rapport à l'ensemble des institutions évaluées et aux compétences en matière d'évaluation de la qualité de l'enseignement de ces personnes;

b) une liste de trois personnes qui répondent au critère précisé à l'alinéa 2, b);

c) une liste de 3 personnes qui répondent au critère précisé à l'alinéa 2, c).

Le Président du Comité d'experts est désigné par l'Agence parmi les personnes qui se trouvent sur la liste visée à l'alinéa 3, a). Il choisit les experts dans les listes établies par l'Agence.

Art. 11. Le Comité d'experts fixe, en accord avec la Direction, le moment de la visite de l'institution.

A l'issue de la visite des institutions concernées par le cursus ou la modalité particulière, le Comité d'experts rédige les rapports visés à l'article 7, alinéa 1^{er}, b) :

a) pour chaque institution évaluée, un rapport confidentiel, transmis à la Direction concernée et au Président de l'Agence;

b) le rapport transversal de synthèse transmis à l'Agence.

L'Agence assure la transmission, avec ses commentaires éventuels, des rapports transversaux au ministre qui a en charge l'enseignement supérieur et aux Directions concernées par le cursus ou la modalité particulière.

TITRE V. — Du Budget

Art. 12. Le Gouvernement assure le remboursement des frais de parcours pour les experts ainsi que pour les membres de l'Agence.

Il assure le défraiement des experts. Il assume la charge financière du secrétariat.

Les crédits nécessaires au fonctionnement de l'Agence sont inscrits chaque année au budget du ministère de la Communauté française.

TITRE VI. — Disposition finale

Art. 13. Le présent décret entre en vigueur le 1^{er} janvier 2003.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Fait à Bruxelles, le 14 novembre 2002.

Le Ministre-Président, chargé des Relations internationales,
H. HASQUIN

Le Ministre de la Culture, du Budget, de la Fonction publique, de la Jeunesse et des Sports,
R. DEMOTTE

Le Ministre de l'Enfance, chargé de l'Enseignement fondamental, de l'Accueil et des Missions confiées à l'O.N.E.,
J.-M. NOLLET

Le Ministre de l'Enseignement secondaire et de l'Enseignement spécial,
P. HAZETTE

La Ministre de l'Enseignement supérieur, de l'Enseignement de promotion sociale et de la Recherche scientifique,
Mme F. DUPUIS

Le Ministre des Arts et des Lettres de l'Audiovisuel,
R. MILLER

La Ministre de l'Aide à la Jeunesse et de la Santé,
Mme N. MARECHAL

—
Note

(1) *Session 2002-2003.*

Documents du Conseil. — Projet de décret, n° 327-1. — Amendements de commission, n° 327-2. — Rapport, n° 327-3.

Compte rendu intégral. — Discussion et adoption. Séance du 12 novembre 2002.

VERTALING MINISTERIE VAN DE FRANSE GEMEENSCHAP

N. 2002 — 4425

[C — 2002/29570]

14 NOVEMBER 2002. — Decreet tot oprichting van het Agentschap voor de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap (1)

De Raad van de Franse Gemeenschap heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen wat volgt :

TITEL I. — Definities

Artikel 1. Voor de toepassing van dit decreet, dient men te verstaan onder :

1° hoger onderwijs : het onderwijs dat wordt verstrekt in de universitaire instellingen bedoeld in artikel 1, § 1, van het decreet van 5 september 1994 betreffende het stelsel van de universitaire studies en academische graden, in de hogescholen bedoeld in artikel 1, 1°, van het decreet van 5 augustus 1995 houdende algemene organisatie van het hoger onderwijs in hogescholen, in de inrichtingen voor hoger onderwijs bedoeld in artikel 1, § 1, van het decreet van 17 mei 1999 betreffende het hoger kunstonderwijs en in de hogere architectuurinstituten bedoeld in artikel 3, § 3, van de wet van 17 februari 1977 betreffende het architectuuronderwijs, in de inrichtingen voor sociale promotie die hoger onderwijs inrichten zoals bedoeld in artikel 1 van het decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie;

2° Directie : de universitaire autoriteiten bedoeld in artikel 2, 1e streepje, van voornoemd decreet van 5 september 1994, de autoriteiten van de hogescholen bedoeld in artikel 1, 2°, van voornoemd decreet van 5 augustus 1995, de directeurs van de hogere scholen voor Kunsten bedoeld in artikel 57 van 20 december 2001 tot bepaling van de regels eigen aan het hoger kunstonderwijs georganiseerd in hogere scholen voor Kunsten (organisatie, financiering, begeleiding, personeelsstatuut, rechten en plichten van de studenten), de directeurs van de hogere architectuurinstituten bedoeld in artikel 7, § 2, van voornoemde wet van 18 februari 1977, de directeurs van de inrichtingen voor sociale promotie bedoeld in artikel 111, § 1, van voornoemd decreet van 16 april 1991;

3° Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap : de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap opgericht door het decreet van 3 april 1980 (of 2002) tot oprichting van de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap;

4° Algemene Raad van de Hogescholen : de Algemene Raad van de hogescholen opgericht bij besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 20 januari 1997 tot oprichting van de Algemene Raad van de hogescholen en de Hoge Raden van de Hogescholen;

5° Hoge Raad van het hoger kunstonderwijs : de Hoge Raad van het hoger kunstonderwijs opgericht bij besluit van de Franse Gemeenschapsregering van 27 april 2000 tot oprichting van de Hoge Raad van het hoger kunstonderwijs;

6° Hoge Raad van het hoger kunstonderwijs (architectuur) : de Raad bedoeld in de wet van 7 juli 1970 betreffende de algemene structuur van het hoger onderwijs;

7° Hoge Raad van het onderwijs voor sociale promotie : de Raad opgericht bij decreet van 16 april 1991 tot organisatie van het onderwijs voor sociale promotie.

TITEL II. — Oprichting en opdrachten van het Agentschap

Art. 2. Er wordt een Agentschap opgericht voor de evaluatie van de kwaliteit van het onderwijs dat wordt verstrekt in de instellingen voor hoger onderwijs, ingericht of gesubsidieerd door de Franse Gemeenschap, hierna Agentschap genoemd.

De zetel ervan is gevestigd op het ministerie van de Franse Gemeenschap.

Art. 3. Het Agentschap heeft als opdracht :

1° de Franse Gemeenschap te vertegenwoordigen in de nationale en internationale instanties op het vlak van de evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs;

2° via samenwerking met alle componenten van het hoger onderwijs, de praktijken te bevorderen die de kwaliteit van het onderwijs in elke instelling kan verbeteren;

3° te zorgen voor een evaluatie van het hoger onderwijs in de Franse Gemeenschap, door de juiste handelwijze, de tekortkomingen en de problemen waaraan moet worden verholpen, in de kijker te stellen zonder daarbij gegevens bekend te maken van ene of gene instelling;

4° voorstellen te formuleren die moeten worden gericht aan de politieke gezagsdragers teneinde de algemene kwaliteit van het hoger onderwijs te verbeteren;

5° ervoor te zorgen dat de evaluatieprocedures, omschreven in artikel 7, nageleefd worden;

6° de lijst op te stellen van de experts en de Voorzitter aanduiden van de Comités van Experts, zoals verduidelijkt in artikel 10;

7° elk voorstel te doen dat het nodig acht bij de volbrenging van zijn taken, hetzij op eigen initiatief, hetzij op verzoek van de Regering.

TITEL III. — Samenstelling en werking van het Agentschap

Art. 4. Het Agentschap is samengesteld uit 25 stemgerechtigde werkende leden en uit een secretaris.

De werkende leden zijn :

1° de directeur-generaal van het niet-verplicht onderwijs, welke het Agentschap voorzigt;

2° vier vertegenwoordigers van het academisch en wetenschappelijk personeel van de universiteiten, voorgedragen door de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap;

3° vier vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de hogescholen, voorgedragen door de Algemene Raad van de Hogescholen;

4° twee vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de Hogere Kunstschole, voorgedragen door de Hoge Raad voor het hoger kunstonderwijs;

5° twee vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de scholen voor sociale promotie die hoger onderwijs inrichten, voorgedragen door de Hoge Raad voor het onderwijs voor sociale promotie;

6° twee vertegenwoordigers van het onderwijzend personeel van de hogere instituten voor architectuur, voorgedragen door de Hoge Raad voor hoger kunstonderwijs (architectuur);

7° een vertegenwoordiger van het administratief personeel van de universitaire instellingen, voorgedragen door de Interuniversitaire Raad van de Franse Gemeenschap;

8° een vertegenwoordiger van het administratief personeel van de hogescholen, voorgedragen door de Algemene Raad van de hogescholen;

9° drie vertegenwoordigers van de studenten, voorgedragen door de representatieve studentenorganisaties;

10° drie vertegenwoordigers van de vakorganisaties, voorgedragen door deze;

11° drie vertegenwoordigers uit professionele, sociale en culturele middelen.

De leden van het Agentschap worden aangesteld door de Regering, op grond van dubbele lijsten voorgedragen door de respectieve instanties voor de leden bedoeld in 2° tot 10°.

De leden van het Agentschap hebben een mandaat van vier jaar, eenmaal hernieuwbaar, behalve de studentenvertegenwoordigers die aangesteld worden voor twee jaar.

Ieder werkend lid heeft een plaatsvervanger, voorgedragen en aangesteld onder dezelfde voorwaarden. Deze plaatsvervanger is enkel stemgerechtigd bij afwezigheid van het werkend lid.

Het Agentschap neemt pas geldige beslissingen als minstens de helft van de leden aanwezig is en als de meerderheid van de leden bedoeld in het tweede lid, 2° tot 6°, aanwezig is. Het Agentschap mag bijzondere commissies instellen om de verschillende studieprogramma's te evalueren die verstrekt worden door de universiteiten, de hogescholen of de andere vormen van hoger onderwijs — Hogere Instituten voor Kunsten, Instituten voor Architectuur, scholen voor sociale promotie.

Een vertegenwoordiger van de minister van Hoger Onderwijs zetelt erin met adviesstem.

Art. 5. De Regering duidt de secretaris aan, ambtenaar van de algemene directie van het niet-verplicht onderwijs, minstens met rang 12.

Deze is belast met de opmaak van de verslagen, de verzending van de oproepingsbrieven en met de planning van de procedure omschreven in artikel 7. Hij stelt, onder het toezicht van de Voorzitter, het eindverslag op van het Agentschap.

Hij verzorgt tevens het secretariaat van de Comités van Experts bij bezoeken aan de instellingen.

Art. 6. Het Agentschap stelt zijn huishoudelijk reglement op en legt dit ter goedkeuring voor aan de Regering.

De evaluatie betreft de kwaliteit van het onderwijs in de verschillende studieprogramma's die specifiek worden georganiseerd door de universiteiten, de hogescholen of andere vormen van hoger onderwijs — Hogere Instituten voor Kunsten, Instituten voor Architectuur, scholen voor sociale promotie. Zij kan tevens uitbreiden via deze verschillende onderwijsvormen als de studieprogramma's georganiseerd worden in twee of meer van deze onderwijsvormen.

De pedagogische praktijken, het onthaal en de oriëntatie van de studenten, het aandeel van het onderzoek, de wijzen van inspraak in het beheer, de akkoorden met de partners voor de organisatie van onderwijs, stages en werken kunnen het voorwerp zijn van evaluaties van een geheel van gelijkaardige instellingen.

De studieprogramma's of bijzondere evaluatiewijzen worden jaarlijks vastgelegd door het Agentschap, op grond van een jaarlijks bijgewerkt meerjarenplan, en dit op eigen initiatief of op verzoek van de Regering.

De evaluatie slaat op een reeks indicatoren die alle in aanmerking te nemen fasen inzake vorming en organisatie omvatten. Zij is gericht op vormingsdoelstellingen gesteld in de verschillende studieprogramma's en de geschiktheid van de middelen die worden ingezet om deze te bereiken.

TITEL IV. — Procedure inzake de evaluatie van de kwaliteit

Art. 7. De evaluatie van de kwaliteit van het hoger onderwijs geschiedt op de volgende manier :

a) in iedere betrokken instelling stelt de in artikel 9 bedoelde commissie, onder de verantwoordelijkheid van de Directie, een intern evaluatieverslag op dat wordt verzonden naar de Voorzitter van het Agentschap;

b) een Comité van Experts wordt aangesteld voor elk van de geëvalueerde studieprogramma's of bijzondere wijzen. Het ontvangt van de Voorzitter van het Agentschap het intern verslag van elk van de betrokken instellingen. Het bezoekt iedere instelling en brengt verslag uit bij de Voorzitter van het Agentschap en bij de Directie van de betrokken instelling. Het maakt tevens een beknopt verslag op dat wordt verzonden naar het Agentschap;

c) het Agentschap formuleert, in het eindverslag, voor het hele hoger onderwijs, besluiten die vergezeld gaan van aanbevelingen of voorstellen.

Het eindverslag preciseert, in een lijst die als inleiding is bijgevoegd, welke instellingen hebben deelgenomen aan de evaluatie. Het vermeldt gezinszins de instellingen waarop de verschillende elementen hierin van toepassing zijn.

Het eindverslag wordt overhandigd aan de minister van Hoger Onderwijs die dit verzendt naar de Regering alsook aan alle organen die betrokken zijn bij de evaluatie.

De Regering bepaalt welk gevolg wordt gegeven aan het eindverslag.

Art. 8. De interne evaluatie, zoals bepaald in artikel 7, a), beoogt de volgende doelstellingen :

a) het kader van de instelling duidelijk weergeven en, daarbinnen, het orgaan — faculteit, departement, afdeling, categorie, dienst — dat meer bepaald betrokken is bij de evaluatie;

b) weergeven op welke manier het kwaliteitsbeheer wordt aangepakt binnen het betrokken orgaan en de betrokken instelling voor hoger onderwijs;

c) een volledige kritische zelfevaluatie verschaffen van het onderwijs in samenspraak met alle betrokken actoren;

d) basisinformatie verschaffen voor het Comité van externe experts en, op grond van analyses van de sterke en zwakke punten, van de mogelijkheden en risico's, aantonen wat nog beter kan.

Art. 9. Om de interne evaluatie te organiseren, richt de Directie van iedere instelling voor hoger onderwijs een commissie op en stelt ze een coördinator aan in haar midden.

Deze commissie bestaat uit leden afkomstig uit de verschillende geledingen van het geëvalueerde orgaan : academisch, wetenschappelijk, administratief, technisch personeel en studenten. Zij kan ook beroep doen op andere leden van de instelling of diens beheersorganen en op oud-studenten die nog niet langer dan drie jaar zijn afgestudeerd.

De commissie stelt het vertrouwelijk verslag op, bedoeld in artikel 7, eerste lid, a), dat uitsluitend wordt bezorgd aan de Directie van de betrokken instelling, alsook aan de Voorzitter van het Agentschap.

Dit intern evaluatieverslag vermeldt in zijn inleiding de samenstelling van de interne evaluatiecommissie, de aangenomen interne evaluatieprocedure alsook de redacteuren.

Het intern evaluatieverslag omvat onder meer :

a) een omschrijving van de algemene en specifieke doelstellingen van de studieprogramma's die worden georganiseerd in de instelling en de middelen die worden ingezet om deze te bereiken;

b) desgevallend, een omschrijving van de algemene en specifieke doelstellingen van de onderzoeksprogramma's inzake onderwijs, georganiseerd in de instelling, en de middelen die worden ingezet om deze te bereiken;

c) een overzicht van de sterke en zwakke punten van de geëvalueerde programma's;

d) het bepalen van de middelen om de toestand te verbeteren;

e) informatie omtrent :

1° het institutioneel raamwerk;

2° de algemene en specifieke doelstellingen van het verstrekt onderwijs;

3° de studieprogramma's;

4° de studenten;

5° de informatie en de pedagogische opvolging;

6° het onderzoek inzake onderwijs;

7° de gemeenschapsdiensten;

8° het personeel en het human resources management;

9° de hulpmiddelen en voorzieningen;

10° de buitenlandse betrekkingen;

11° het kwaliteitsbeheer;

12° de werking en het algemeen beleid inzake beheer en organisatie;

13° de analyse van sterke en zwakke punten, van de mogelijkheden en risico's.

Deze punten komen uitgebreid aan bod in de bijlage die bij dit decreet is gevoegd.

Art. 10. Om tot de externe evaluatie over te gaan, kiest het Agentschap experten omwille van hun autoriteit op het vlak van de evaluatie van het betrokken studieprogramma of desbetreffende bijzondere wijze.

Het Comité van experten bestaat, voor elk geëvalueerd studieprogramma of elke geëvalueerde bijzondere wijze, uit :

a) minstens drie experten voor het geëvalueerd studieprogramma of bijzondere wijze, waarvan minstens een niet-Belgische vertegenwoordiger, welke de verschillende aspecten ervan vertegenwoordigt die vreemd zijn aan de geëvalueerde instellingen;

b) een vertegenwoordiger van het beroep voor de studieprogramma's of de specifieke bijzondere wijzen;

c) een specialist in de opvoeding en de vorming;

d) eventueel een lid, Belg of buitenlander, gespecialiseerd in de organisatie van het hoger onderwijs.

Voor elk Comité van experten stelt het Agentschap :

a) een lijst op van twaalf personen die voldoen aan de criteria gesteld in het tweede lid, a), rekening houdend in het bijzonder met de verscheidenheid van de wetenschappelijke en pedagogische autoriteit, met de onafhankelijkheid ten aanzien van de geëvalueerde instellingen en met de expertise van deze personen op het vlak van de evaluatie van de kwaliteit van het onderwijs;

b) een lijst op van drie personen die voldoen aan het criterium gesteld in het tweede lid, b);

c) een lijst op van drie personen die voldoen aan het criterium gesteld in het tweede lid, c).

De Voorzitter van het Comité van experten wordt aangeduid door het Agentschap onder de personen die vermeld staan op de lijst bedoeld in het derde lid, a). Hij kiest de experten uit de lijsten die zijn opgemaakt door het Agentschap.

Art. 11. Het Comité van experten bepaalt, in samenspraak met de Directie, het tijdstip van het bezoek aan de instelling.

Na het bezoek aan de instellingen die betrokken zijn door het studieprogramma of de bijzondere wijze, stelt het Comité van experten de verslagen op bedoeld in artikel 7, eerste lid, b) :

a) voor iedere geëvalueerde instelling, een vertrouwelijk verslag, dat verzonden wordt naar de betrokken Directie en naar de Voorzitter van het Agentschap;

b) het beknopt verslag dat wordt verzonden naar het Agentschap.

Het Agentschap staat in voor de verzending, met eventuele opmerkingen, van de beknopte verslagen aan de minister bevoegd voor het Hoger Onderwijs en aan de Directies die betrokken zijn door het studieprogramma of de bijzondere wijze.

TITEL V. — Budget

Art. 12. De Regering staat in voor de terugbetaling van de verplaatsingskosten van de experten alsook voor de leden van het Agentschap.

Zij zorgt voor de terugbetaling van de experten. Zij neemt ook de financiële lasten van het secretariaat voor haar rekening.

De kredieten die nodig zijn voor de werking van het Agentschap worden jaarlijks ingeschreven op de begroting van het ministerie van de Franse Gemeenschap.

TITEL VI. — Slotbepaling

Art. 13. Dit decreet treedt in werking op 1 januari 2003.

Verkondigen dit decreet, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* moet verschijnen.

Gedaan te Brussel, op 14 november 2002.

De Minister-President, belast met Internationale Betrekkingen,

H. HASQUIN

De Minister van Cultuur, Begroting, Openbaar Ambt, Jeugdzaken en Sport,

R. DEMOTTE

De Minister van Kinderwelzijn,

belast met het Basisonderwijs, de Opvang en de opdrachten toegewezen aan de « O.N.E. »,

J.-M. NOLLET

De Minister van Secundair en Buitengewoon Onderwijs,

P. HAZETTE

De Minister van Hoger Onderwijs, Onderwijs voor sociale promotie en Wetenschappelijk Onderzoek,

Mevr. F. DUPUIS

De Minister van Kunsten en Letteren en van de Audiovisuele Sector,

R. MILLER

De Minister van Jeugdbijstand en Gezondheidszorg,

Mevr. N. MARECHAL

Nota

(1) *Zitting 2002-2003.*

Stukken van de Raad. — Ontwerpdecreet, nr. 327-1. — Amendementen in de commissie, nr. 327-2. — Verslag, nr. 327-3.

Integraal verslag. — Bespreking en aanneming. Vergadering van 12 november 2002.

Annexe au décret du Gouvernement de la Communauté française du 14 novembre 2002
créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur
organisé ou subventionné par la Communauté française

Liste-cadre d'indicateurs à faire figurer dans l'évaluation interne

1. Cadre institutionnel
 - a) présentation de l'institution;
 - b) organisation et situation de l'entité évaluée au sein de l'institution;
 - c) description de l'organisation interne de l'entité (rôle et fonctionnement des organes de consultation et de décision).
2. Objectifs généraux et spécifiques
 - a) définition et évaluation des objectifs généraux et spécifiques de la (des) formation(s) concernée(s), par rapport à la mission et aux objectifs globaux de l'institution;
 - b) définition et évaluation du rôle de la recherche et des activités de service à la communauté;
 - c) degré de connaissance des objectifs par les intéressés.
3. Programmes
 - a) politique de l'entité et de l'institution vis-à-vis de la relation enseignement — recherche — service à la communauté;
 - b) procédure de conception du programme en fonction des objectifs repris sous 2;
 - c) approches pédagogiques : équilibre entre contenu spécialisé, compétences conceptuelles générales et compétences personnelles transférables;
 - d) encouragement à l'apprentissage autonome et permanent;
 - e) articulation globale du programme;
 - f) attitude de l'entité à l'égard de l'évaluation des étudiants : méthodes et fréquence des évaluations (examens oraux ou écrits, QCM, évaluation continue...), pertinence du système d'évaluation par rapport aux objectifs du programme;
 - g) description détaillée des contenus : à cet effet, on joint en annexe au rapport, un programme analytique mentionnant pour chaque cours le nombre d'heures/an ou de points ECTS (incluant cours magistraux, applications, travaux dirigés et, si possible, travail personnel), l'objectif pédagogique, le contenu, le mode d'évaluation et les supports utilisés;
 - h) objectifs pédagogiques et insertion dans la formation des projets, rapports, mémoires de fin d'études et thèses de doctorat; organisation, suivi et évaluation;
 - i) dans les entités concernées : objectifs pédagogiques et insertion dans la formation du ou des stages (obligatoires ou recommandés) ou séjours à l'étranger : organisation, suivi et évaluation.
4. Etudiants
 - a) information qualitative et quantitative quant au recrutement, aux conditions d'accès, aux caractéristiques socio-démographiques des promotions entrantes;
 - b) nombres d'étudiants (globaux, de première génération, répétants) par année d'études et par orientation, option ou spécialisation;
 - c) taux de réussite aux examens par année d'études et par orientation, option ou spécialisation;
 - d) durée moyenne des études;
 - e) taux de diplômés;
 - f) analyse quantitative des filières d'études : embranchements, passerelles, réorientations...
5. Information et suivi pédagogique
 - a) information des étudiants sur les conditions d'accès;
 - b) cours préparatoires à la première année et taux de participation;
 - c) information des étudiants, aux différentes étapes du cursus, sur les choix d'orientation, option et spécialisation, les cours à option, le mémoire...;
 - d) mesure de la charge effective des cours, travaux pratiques, travaux dirigés, exercices, projets, mémoires... pour les étudiants;
 - e) information sur l'évaluation des connaissances des étudiants;
 - f) promotion de la réussite : monitorat, suivi individuel, remédiation, réorientation et taux de participation.
6. Recherche
 - a) politique de la recherche dans l'entité, principaux thèmes de recherche, retombées pour l'enseignement;
 - b) participation à des conférences;
 - c) nombre de publications;
 - d) nombre de brevets déposés;
 - e) nombre de brevets valorisés;
 - f) nombre de contrats de recherche et montants conclus sur la période écoulée :
 - avec les pouvoirs publics belges, CE, autres (fédéraux, communautaires, régionaux);
 - avec le secteur privé.
7. Service à la collectivité
 - a) expertises : volume horaire, financier, nombre de contrats;
 - b) vulgarisation scientifique : description du type d'activités;
 - c) formation continue : thèmes, volume horaire, nombre d'étudiants formés, volume financier;

d) politique de service à la société : priorités, retombées pour l'enseignement.

8. Personnel et gestion des ressources humaines

a) données qualitatives et quantitatives par discipline, orientation, etc. : répartition adéquate des compétences scientifiques et techniques disponibles; personnel à temps plein, à temps partiel et collaborateurs extérieurs; collaborations entre institutions, facultés, départements, sections, catégories, services...;

b) politique de recrutement;

c) structure d'âge;

d) gestion du personnel (dans l'entité, au sein de l'institution) : formation pédagogique; formation à la recherche; politique d'évaluation et de promotion; évaluation et homogénéité des charges,...

9. Ressources et équipements

a) adéquation des budgets de fonctionnement et d'investissement;

b) locaux de cours, laboratoires, bibliothèques, infrastructure informatique....;

c) outils pédagogiques.

10. Relations extérieures

A. relatives au marché de l'emploi

a) débouchés des diplômés, par type de formation (secteurs, qualité de l'emploi, trajectoires de carrière...);

b) taux de chômage et de sous-emploi;

c) évaluation par les diplômés et les employeurs.

B. internationales

a) mobilité des étudiants : participation aux programmes d'échanges, stages...;

b) mobilité des académiques et des scientifiques : accords d'échanges d'enseignants et de chercheurs, invitations d'académiques et de scientifiques étrangers, participation à des programmes de recherche belges ou internationaux;

c) relations avec des partenaires divers (entreprises, organismes publics et privés...).

11. Gestion de la qualité

a) organisation de la gestion de la qualité dans l'institution et dans l'entité : instances et responsabilités;

b) mesure de la qualité : évaluation des programmes et des enseignements par les étudiants; évaluation des programmes par les diplômés, les employeurs;

c) appui des services centraux de l'institution au processus de gestion de la qualité;

d) incidences de la mesure de la qualité sur l'élaboration et l'adaptation des programmes et la politique du personnel.

12. Fonctionnement et politique générale

a) description de la gestion et du fonctionnement de l'entité évaluée;

b) rapport entre cette entité et les autres structures décisionnelles de l'institution;

c) liberté d'action et influence de l'entité sur l'institution.

13. Analyse Forces-Faiblesses-Opportunités-Risques

a) analyse des forces, des faiblesses, des opportunités et des risques;

b) diagnostic de synthèse sur base des éléments qui précèdent;

c) solutions envisagées ou en voie d'élaboration pour remédier aux faiblesses et aux dangers identifiés.

14. Divers

a) informations statistiques;

b) programme analytique des enseignements;

c) liste des membres du personnel avec leurs fonctions, leurs enseignements et autres charges internes;

d) liste des projets et des mémoires de fin d'études des trois dernières années, des thèses de doctorat des cinq dernières années;

e) règlement d'ordre intérieur de l'entité (incluant le règlement d'examens);

f) documents divers susceptibles d'éclairer le contenu du rapport;

g) rapport d'activités de l'institution.

Vu pour être annexé au décret du Gouvernement de la Communauté française du 14 novembre 2002 créant l'Agence pour l'évaluation de la qualité de l'Enseignement supérieur organisé ou subventionné par la Communauté française.